

De la présence russe et chinoise en Afrique subsaharienne : une lecture des signes du déni de la France-Afrique

BIDIME EPOPA Charles¹ & OYONO ATEBA Merrill Paul²

Université de Yaoundé I, Cameroun

Received: 05/06/2025

Revised: 30/12/2025

Accepted: 05/02/2026

Citation (APA)

Bidime Epopa, C., & Oyono Ateba, M. P. (2026). De la présence russe et chinoise en Afrique subsaharienne : Une lecture des signes du déni de la France-Afrique. *Revue d'Études Sino-Africaines*, 5(1), 80-94. <https://doi.org/10.56377/jsas.v5n1.8094>

Résumé

Aujourd'hui, l'Afrique est « soumise » à de nombreux changements. Ceux-ci sont certes liés au temps - actuel- du monde qui est marqué par de nombreux bouleversements ; mais tiennent aussi des contingences qui s'empilent sous les couches épaisses de la longue et douloureuse histoire du continent noir, surtout dans ses ouvertures au -reste du- monde. De ces changements qui marquent ce temps, l'on observe que l'Afrique se distance des lignes de solidarités anciennes, devenues trop incertaines pour un continent encore marqué par les stigmates des blessures de la traite et de la colonisation. Cet éloignement s'accompagne d'un rapprochement d'avec les « terres neuves », que semblent constituer certaines puissances dites émergentes, dont principalement la Chine et la Russie. La présente réflexion se propose d'analyser cette dynamique de traction-répulsion dont l'objet reste le continent noir, afin d'en ressortir les signes du déni de la France-Afrique. Il s'agit aussi à terme, d'envisager le continent noir dans son rapport au monde, autrement que comme un objet sans volonté propre. Pour y arriver, cette réflexion se fonde sur une méthode historienne, appuyée par des apports pluridisciplinaires et une observation attentive de l'actualité. Comme résultats, il ressort d'une part que « l'explosion » de la France-Afrique tient d'un besoin d'émancipation de plus en plus disséminé dans une Afrique en quête de nouveaux repères et modèles. D'autre part, bien que la Chine et la Russie semblent se positionner pour l'Afrique comme des « modèles-repères » parmi les plus pertinents, les lignes de solidarités anciennes restent tenaces ; mais ne peuvent désormais plus se dire en dehors de nombreuses exigences de dignité.

Mots clés : Afrique subsaharienne, France-Afrique, Chine, Russie, déni, changement.

¹ BIDIME EPOPA Charles est un chercheur camerounais en Histoire politique et des relations internationales à l'Université de Yaoundé I au Cameroun.

² OYONO ATEBA Merrill Paul est Docteur en Histoire des Relations Internationales. Auteur de plusieurs articles scientifiques, il s'intéresse aux questions de trafic d'armes et d'Histoire militaire.

Russian and Chinese presence in sub-Saharan Africa: interpreting the signs of France-Africa's denial

Abstract

Today, Africa is undergoing numerous transformations. These changes are certainly linked to the contemporary global context, which is marked by extensive upheavals; yet they also stem from the contingencies layered upon the long and painful history of the continent, particularly in its encounters with the rest of the world. Among the shifts characterizing this moment, one observes Africa's growing distance from former lines of solidarity that have become increasingly uncertain for a continent still bearing the scars of the slave trade and colonization. This distancing is accompanied by a move toward "new lands," embodied by certain so-called emerging powers, chiefly China and Russia. This study seeks to analyze the dynamics of attraction and repulsion that currently shape Africa's position, in order to identify the signs of a disavowal of *Françafrique*. Ultimately, it also aims to consider the continent's relationship to the world in a way that no longer casts it as an object devoid of its own agency. To do so, the analysis draws on a historical method, enriched by multidisciplinary contributions and careful observation of current events. The findings suggest, on the one hand, that the "implosion" of *Françafrique* reflects a widely shared desire for emancipation within an Africa searching for new points of reference and new models. On the other hand, although China and Russia appear to be positioning themselves as particularly influential "model-references" for Africa, the older lines of solidarity remain resilient, yet can no longer be articulated without strong demands for dignity.

Key words: Sub-Saharan Africa, France-Africa, China, Russia, denial, change

Introduction

Ni la Chine, ni même la Russie ne peuvent être considérées comme de « nouveaux acteurs » sur la scène diplomatique africaine. Depuis au moins les luttes d'émancipation qui émergent sur le continent noir pour la plupart au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'on remarque des accointances entre certains cercles nationalistes africains et les milieux de construction et d'expression de la pensée communiste chinoise et/ou socialiste soviétique³. Or, bien que leur présence soit ancienne -et qu'elle s'ancre parfois pour le cas de la Chine, dans les lieux de rencontre des trajectoires historiques communes aux peuples colonisés-, elle revêt de nos jours un caractère relativement inédit. Le rapport de la Chine et de la Russie à l'Afrique semble donc neuf et cette nouveauté est le fait de plusieurs facteurs, dont principalement l'effet de dilution des anciennes lignes de solidarité africaines qu'il occasionne. Le fait en est que, suivant une certaine tragi-poétique des rapports-monde, autant la planète semble rétrécir sous l'effet de la mondialisation, autant elle se fracture en de multiples pôles de puissance, dont la formation et la reproduction s'inscrivent dans une dialectique d'hégémonie-résistance.

Parmi les nouveaux pôles de puissance qui structurent notre temps, il y a désormais la Chine et la Russie, longtemps restées non forcément en marge, mais davantage « minorés » par les hégémons occidentaux. Aussi les puissances telles que la France, l'Angleterre, les USA et bien d'autres encore -

³ L'on peut citer dans ce registre et de manière non exhaustive, le cas de la Guinée avec Sékou Touré, du Ghana avec Kwame Nkrumah, du Mali avec Modibo Keita et dans une certaine mesure, les accointances entre le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) et les milieux communistes et socialistes.

parmi celles qui ont part à ce qu'un certain discours désigne comme « Occident collectif »-, ont « pris possession » du monde et se sont arrogées des pré-carrés. À la faveur d'un « retournement du monde » (D. B. Badié & M-C. Smouts, 1992) qui s'opère non loin du modèle de B. Badié et M.C. Smouts⁴, l'on assiste à une véritable crise de « l'universalisme », ou plutôt, à une crise dans le processus d'occidentalisation du monde, à l'ombre des dynamiques séculaires telles que la traite et la colonisation, le néocolonialisme et ses nombreux avatars. Sur la scène internationale désormais, l'on note une multiplicité de rationalités qui s'organisent parfois en négation de l'occidentalité, donnant lieu à une nécessaire reformulation des catégories fondamentales du jeu international (D. B. Badié & M-C. Smouts, 1992, p. 27). C'est de cette reconfiguration du monde que naît la nouveauté de la présence chinoise et russe en Afrique. La Russie et la Chine sont donc de nouveaux venus dans cette Afrique « recomposée » : celle des ruptures, des émancipations et de l'éloignement d'avec les anciennes métropoles. Cette Afrique des négations de l'Occident dans ses expressions culturelles, politiques et économiques, semble être une terre où tout ne peut désormais se dire qu'en termes de nouveauté.

Cette nouveauté se traduit aussi en termes de besoin. Autrement dit, le continent noir a besoin de nouvelles utopies et ses lignes de solidarité anciennes à l'image de la France-Afrique, semblent d'elles-mêmes s'occire et s'étirer à l'extrême au point de se rompre, sous l'effet des fortes pesanteurs tant internes qu'externes, qui l'éloignent inexorablement de l'orbite occidentale⁵. Cet éloignement, non fortuit, s'accompagne d'un rapprochement d'avec les « terres neuves », que semblent constituer certaines puissances dites émergentes dont la Chine et la Russie. Bien plus, l'on constate que nombre de fois, c'est ce rapprochement d'avec ces « terres neuves » qui favorise ou accélère l'éloignement et finalement, la rupture d'avec les lignes de solidarité anciennes. La présente réflexion se propose d'analyser cette dynamique de traction-répulsion dont l'objet reste le continent noir, avec pour point d'ancrage le dénie de la France-Afrique. Autrement dit, il est question pour nous de montrer que la relation entre l'Afrique et la France est en perte de vitesse depuis la poussée des puissances émergentes sur le continent noir. Dans ce sens et de manière plus précise, notre principale préoccupation est de comprendre en quoi l'irruption de la Chine et de la Russie dans l'espace africain a occasionné le dénie de la France-Afrique. C'est là une réflexion qui a déjà été esquissée par de nombreux chercheurs, sans toutefois être épuisée ; et qui demeure de ce fait un domaine en friche. Parmi les pistes de réflexion déjà explorées, nous pouvons relever substantiellement les travaux de A. Gabet et S. Jahan (2023), P. Boniface (2023), Y. Gounin (2011), J.-F. Bayart (1993), M. Domergue, T. Deltombe et J. Tatsitsa (2016), S. Smith et A. Glaser (1992) ; qui ont fait œuvre utile en analysant le rapport de l'Afrique au monde et plus spécifiquement, les « expressions françaises » du continent noir.

Malgré cette littérature relativement abondante, non seulement que le rapport franco-africain peut encore faire l'objet d'une réflexion neuve, mais très peu d'analyses objectives se consacrent à nos jours

⁴ C'est un modèle qui part du « démantèlement » du pouvoir « hégémonique » de l'État-Nation par ce que Badié et Smouts appellent « l'irruption des sociétés », en référence à la perte du monopole de l'État dans les rapports monde, qui se laisse voir de plus en plus dans ce contexte de « fin » de la guerre froide. Il s'opère dès lors un déplacement des symboles et des totems, qui « échappent » à l'État au profit de « nouveaux » types d'acteurs. On assiste à une « perte des repères collectifs » -dont l'État-Nation est longtemps resté une référence-, et à l'émergence progressive de la « société mondiale » qui elle malheureusement, est un lieu « sans loi » (malgré toutes ses lois), où tout se brouille, se décompose et se recompose, au gré - finalement- d'une seule loi : la puissance.

⁵ Nous utilisons l'Occident comme référence (en pleine conscience de la géométrie variable dont il peut faire l'objet) parce que les faits que nous analysons ne sont pas du seul apanage de la France et surtout, parce que, mises à part quelques singularités parfois très négligeables, les pratiques diplomatiques, les trajectoires historiques, le rapport à l'Afrique et surtout les valeurs véhiculées par la France sont communes à ce que l'on désigne Occident aujourd'hui.

sur le caractère « francophobe » de la présence russe et chinoise en Afrique. Aussi cet aspect reste-il de l'ordre des argumentations colériques qui ont en commun de nier toute volition à l'Afrique dans ses actes de rupture. De véritables vaudevilles ; au mieux, des argumentations presque toujours idéologiques et propagandistes, adossées à un soubassement théorique [trop] distant de la réalité, et qui se rapportent davantage aux rémanences d'une difficile rupture d'avec le confort du vendredisme⁶ dans lequel l'Afrique avait installé les espaces occidentaux en général. À la dépendance, s'oppose désormais une résistance qui se traduit par des [besoins de] ruptures. C'est bien dans cette dialectique théorique que s'inscrit cette étude. D'une part, les théories de la dépendance retracent en les rendant plus visibles, les lignes suivies par les stratégies de subordination et de domination des nords sur les sud. Qu'elles s'expriment en termes de centres et de périphéries, ou encore de développement inégal dont l'une des idées parmi les plus abouties reste celle de Samir Amin (1973), les théories de la dépendance convergent toutes vers la description d'un monde de fragments, où les espaces les moins avancés du sud restent embrigadés dans un système de dépendance aux espaces les plus avancés du nord. À cette description froide d'un monde enserré dans des liens étroits de dépendance-subordination, la théorie de la résistance sonne [d'autre part] comme une réponse -obligée- qui se force de trouver un langage cohérent par lequel elle peut se dire. Il s'agit donc aussi de résister. Résister à l'oppression, -faire- tomber les chaînes de la dépendance, rompre les liens de subordination et ouvrir grand les yeux à de nouveaux horizons.

Pour comprendre le pesant francophobe de la présence russe et chinoise en Afrique, la réflexion que nous engageons se fonde sur une méthode historique, appuyée par des apports pluridisciplinaires et une observation attentive de l'actualité. Elle s'organise autour de trois axes majeurs : il s'agit premièrement de ce que nous pouvons désigner comme un devoir d'émancipation des sociétés africaines longtemps restées embrigadées dans des logiques de subordination et d'exploitation bien réelles, qui ont structurées le rapport des Afriques au monde occidental depuis la traite négrière (1). Ensuite et eu égard à ce devoir d'émancipation, il s'agit de l'émergence et de l'épanouissement de nouveaux modèles qui se sont construits parfois en marge, parfois même en négation de toute occidentalité, et qui se posent pour l'Afrique comme de nouvelles voies pavées, révélant surtout la possibilité pour les sociétés en construction de féconder elles-mêmes des dynamiques neuves, là où l'Occident en général érige des forteresses en dehors desquelles l'on ne saurait supposément se projeter durablement (2). Pourtant et enfin, le rapport de l'Afrique à la France et à l'Occident en général ne peut se dire qu'en termes d'absolue ; mais désormais, il ne peut s'articuler en dehors de nombreuses exigences de dignité (3).

I. Le déni de la France-Afrique comme besoin d'émancipation

Dans l'analyse que l'on a souvent faite de la « fin » des empires coloniaux -si tant est que l'on puisse accorder un minimum de crédibilité aux indépendances proclamées-, la colonisation elle-même et l'ensemble de ses pratiques sont souvent mobilisées comme motifs de son effondrement. En effet, et de manière générale, les sources de « légitimation » de l'oppression, les ruses et leurre sur lesquels les oppresseurs construisent leur hégémonie, sont périssables sur la durée du fait même des dynamiques évolutives de maturation qui sont intrinsèques à toutes les sociétés. Il arrive donc presque toujours, dans l'histoire des rapports de subordination qui s'établissent entre peuples, un moment où ces ruses et leurre finissent par s'épuiser et commencent à produire un effet inverse à celui escompté. Aussi peut-on dire aisément que tout système d'oppression génère en lui-même des contradictions qui participeront de

⁶ Complexe d'infériorité et de dépendance du bon sauvage suivant le personnage Vendredi du roman de Daniel Defoe, *Robinson Crusoe* paru en 1719.

son effondrement. Dans l'idéale hégémonique, le pouvoir, même dans ses expressions les plus absolues, doit être à même de se penser à l'intérieur de certaines limites qui participent toutes de sa reproduction. Cependant, les appétits insatiables poussent les potentats et les oppresseurs à étendre toujours leur pouvoir, bien au-delà des limites concevables et supportables par les opprimés. C'est là un paradoxe qui caractérise les régimes oppressifs et que Simone Weil définissait comme un « germe de mort », qu'elle situe dans l'opposition entre le caractère nécessairement limité des bases matérielles du pouvoir et le caractère nécessairement illimité de la course au pouvoir en tant que rapport entre les hommes (S. Weil, 1955, p. 80). L'on peut donc admettre avec Henri Grimal que la colonisation, en tant que système d'exploitation et d'oppression « par excellence », portait en elle-même les germes de sa propre destruction (H. Grimal, 1985, p. 7).

Cela a été vrai pour la colonisation et cela reste aussi vrai pour le néocolonialisme, dont l'effondrement se laisse voir à l'évidence de nombreux signes tangibles repérables dans ce temps du monde. Au rang de ces signes, il y a un besoin d'émancipation réel qui, d'une part, se généralise dans les espaces francophones d'Afrique avec une certaine acuité au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, et qui plonge ses racines dans les moments critiques d'une histoire commune où se sont forgées les logiques de subordination structurant le rapport de l'Afrique à la France ; et d'autre part, culmine dans les extrêmes d'un sentiment antifrçais parfois imaginé, parfois avéré.

1.1 Les logiques de subordination et d'exploitation à l'œuvre dans le rapport de la France à l'Afrique

L'on ne peut objectivement analyser les lieux de construction des logiques de subordination et d'exploitation à l'œuvre dans le rapport de la France à l'Afrique, hors du vaste projet hégémonique occidental, engagé depuis le XV^{ème} siècle au moins, à la faveur des grands changements qui touchent les sociétés européennes d'alors. La rencontre entre l'Europe et l'Afrique est cependant antérieure à cette période, éclairée par les lumières de la renaissance. Elle peut remonter à au moins l'Égypte antique, tel que l'on peut le voir aujourd'hui à l'évidence des rapports entretenus entre la Rome antique et l'Égypte pharaonique par exemple. C'est donc une nouvelle rencontre que feront l'Europe et l'Afrique au détour du XV^{ème} siècle et celle-ci parviendra presque à éclipser toutes les anciennes : ceci précisément parce qu'elle fut bien plus déformante. Cheikh Hamidou Kane la décrit comme une gésine qui se fit dans la boue et dans le sang (Ch. H. Kane, 1961, p. 55).

En effet, le matin de l'Occident en Afrique fut constellé de promesses, de verroteries brillantes et de coups de canons. Ceux qui n'avaient point d'« histoire », point de « civilisation » et point d'« humanité », rencontraient entre joie et douleur ceux qui, dans un moment de folle extase, s'étaient arrogés le droit de porter le monde sur leurs épaules (C. Bidime Epopa, 2023, p. 62). De toute arrogance, l'Europe prit possession du monde en se le partageant. Aussi découvrait-elle des terres pourtant déjà habitées des millénaires durant, par des êtres de chair, de nerfs, d'os et d'esprit. Elle classifiait en toute verticalité les races, en décidant lesquelles fut inférieures à leurs yeux et vouées de fait à l'asservissement, leur niant toute capacité d'histoire, de civilisation, d'esprit et d'humanité tout simplement. Dès lors que la non-humanité des corps nègres fut décidée et entérinée par un dieu que « l'homme blanc » eut soin de créer à son image, la traite des noirs fut justifiée. C'était là une heureuse coïncidence, que l'être noir ne soit pas « humain » et de fait soit aliénable à souhait et que l'Europe, dans la ferveur des progrès scientifiques et techniques, eut besoin de main d'œuvre massive dans les champs de coton, de canne à sucre et d'autres matières premières, destinées à son industrie en plein essor. Aussi l'Afrique fut-elle vidée de ses réserves de vie près de quatre siècles durant ; jusqu'à ce que

l'histoire connaisse une nouvelle accélération dans une logique qui s'avéra, avec suffisamment de recul, une continuité uniforme.

Le recul est en effet important car, très souvent, le passage de la traite à la colonisation est présenté dans l'analyse de ses motifs, sous des perspectives édulcorées et parfois contradictoires les unes des autres. L'on voudrait, par exemple, attribuer ce changement à une certaine montée en humanité des sociétés occidentales qui, dans une sensibilité redécouverte, auraient pris conscience de l'horreur indescriptible qu'aura été la traite des noirs. Pourtant, avec le recul historique que l'on peut avoir aujourd'hui et à la lumière de nombreux travaux scientifiques à l'image de certaines critiques des études postcoloniales et mêmes marxistes (notamment les travaux de Raúl Prebisch, de Samir Amin...) il est de plus en plus incontestable que le passage de la traite à la colonisation (et même les indépendances plus tard) fut uniquement guidé par le même motif qui avait procédé de la traite : la rente. La traite n'étant plus rentable, il a été question de réinventer les modalités rentières, les moyens de production, de maîtriser les voies de distribution et de consommation. Aussi la colonisation se mit-elle en branle. Il n'était plus seulement question de prendre en Afrique la force physique du corps-ressource, mais de s'emparer aussi des sols, des sous-sols, des esprits, des dieux noirs et de leurs fétiches, de la science nègre, ou de cette « chose » que les nègres présentaient comme telle. En un mot, il était question en Afrique désormais de prendre tout, en créant au passage les conditions propices pour une hégémonie séculaire. La colonisation eut donc soin de remodeler ces formes de vie obstinément bourgeonnantes, qui s'organisaient malgré tous les affres de la traite. Elle réorganisa le réel en Afrique suivant deux principaux mécanismes. D'une part, en inculquant aux nègres les notions primaires d'une humanité décrétée plus rationnelle (voire plus humaine), de manière à susciter en eux un doute raisonnable formé à la base même du trait générique qui avait constitué jusque-là leur référentiel d'identité. D'autre part, en leur assignant un rôle bien défini dans cette « civilisation universelle » dont la construction était entamée.

La réorganisation du réel de l'Africain se fit par le travers des logiques formatives occidentales incluses dans l'église et l'école. « Dieu » continuait d'être blanc et demandait aux Africains de se rapprocher de la lumière, eux qui furent longtemps restés dans les ténèbres, au point d'en avoir la couleur. Se rapprocher de la lumière signifiait donc s'éloigner de sa spiritualité propre, nier ses fétiches, ses crânes, son culte et même ses ancêtres, encore qu'il n'y en avait presque plus, tout avait été emporté dans les musées européens. Ou plutôt, il s'agissait très exactement de remplacer ses ancêtres par ceux des autres, ses fétiches et ses crânes par des récits calamiteux, des menaces de damnation éternelle, des légendes construites sur un peuple lointain qui, parfois, les nient de lui-même ; des récits terrifiants d'une eschatologie qui se tient au seuil de nos portes closes. Une vision d'horreur d'un dieu cruel qui surfe aisément et parfois paradoxalement entre immense cruauté et amour infini. Cette peinture peut-être kafkaïenne correspond bien au « christianisme colonial » qui fut porté à l'Afrique. Il marqua pour nombre d'Africains, la rupture avec leur ancestralité et leur cosmos. La négation d'une part importante de leur civilisation propre, les laissant dans un profond dépaysement qui retentit jusque dans leur capacité à s'assumer proprement et à se projeter durablement dans l'histoire. L'école ne fut pas en reste, son empreinte fut davantage plus saisissante qu'elle provoqua chez l'homme africain un doute et une résignation. L'Africain fut bien conscient de son caractère nocif, mais se résignait à l'effet de ce que l'école occidentale constituait alors aussi pour ses sociétés, « la seule » ouverture au monde dans un temps où l'ère des destinées singulières semblait révolue. Il faut préciser que par école, l'on n'entend aucunement l'institution qu'elle représente car, ce qu'il faut noter c'est que la notion d'école ou plutôt

d'éducation à laquelle elle peut faire référence, existait dans les sociétés africaines avant leur contact avec l'Occident, autant qu'elle peut l'être pour d'autres sociétés à travers le monde. Seulement, l'école coloniale a ceci de particulier qu'elle participait d'un projet hégémonique de diffusion d'un système de valeurs, d'un code de pensée et d'un certain être au monde : l'être occidental. Elle fit donc des Africains des êtres de peau noire aux masques blancs, suivant la peinture de Frantz Fanon (1952).

Quant au rôle assigné à l'Afrique dans la civilisation universelle, il a été celui de la périphérie attentiste et consumériste. Ses valeurs dans leur grande majorité, n'ont été estimées sur la balance de la « civilisation universelle », que comme d'un pesant d'exotisme. Aussi consomme-t-elle abondamment la culture étrangère au mépris de ses propres richesses immatérielles. En matière économique, le continent noir est demeuré une périphérie dont le rôle est de différer l'excédent de production des sociétés centrales occidentales. Que cet excédent prenne la forme des conserves, d'une démographie galopante comme au temps des colonies de peuplement, ou même encore des masses de migrants déversés au Rwanda parce que supposés clandestins mais à vrai dire « inutiles », suivant les logiques d'immigration choisie qui sous-tendent les politiques de gestion des migrants dans les sociétés occidentales de notre temps. Bien plus, en matière de production, l'Afrique ne peut que produire certaines richesses dont la mise en valeur est d'ailleurs conditionnée par des logiques qui lui sont extérieures. Aussi l'Afrique produit-elle de la richesse à la jouissance de laquelle elle ne prend finalement qu'une part infime. Sa production minière pourtant riche et diversifiée, est presque exclusivement destinée aux industries étrangères, suivant des accords de coopération déséquilibrés et parfois signés à l'intérieur des pré carrés coloniaux. Sur le plan politique, nul n'est besoin de revenir sur les circuits d'échange de bons services et de complicité qui s'établissent entre les dirigeants africains et les firmes occidentales, mais aussi et surtout entre ces dirigeants et ceux occidentaux qui entretiennent un rapport de subordination bien visible. L'espace de cette réflexion étant trop exiguë pour saisir dans leur entièreté les logiques de subordination à l'œuvre dans le rapport de l'Europe (voir de l'Occident) à l'Afrique de manière générale et dans lequel l'on peut aisément loger le rapport de la France à l'Afrique, nous ne pouvons qu'ainsi l'esquisser.

1.2 La question d'un sentiment antifrçais

À la lumière de ce bref panorama des fondements du rapport de la France à l'Afrique, ou plutôt de manière plus générale, du rapport de l'Europe, voire de l'Occident à l'Afrique et au reste du sud, du rapport des anciennes colonies aux métropoles, des anciens négriers et esclavagistes aux noirs, il nous semble justifier d'examiner les possibilités d'incidence de ce lourd passé sur les déviations qui ont cours dans notre histoire contemporaine et notamment, leur retentissement sur la reconfiguration de plus en plus perceptible du rapport de l'Afrique au monde. En effet, le monde trimbale depuis déjà près d'un millénaire, de nombreux contentieux qui n'ont jamais été résolus. Plutôt, l'Afrique dans ses dimensions raciale, civilisationnelle et économique, a subi et continue de subir depuis au moins l'esclavage et la colonisation, de nombreux préjudices sur lesquels le monde reste frappé d'une profonde cécité. Quel est le prix que le nègre doit réclamer au blanc pour quatre siècles d'esclavage ? Quel est le prix que l'Afrique doit réclamer à l'Europe pour deux siècles d'exploitation et de déformation coloniale ? Et quel est le prix que les masses pauvres des suds doivent réclamer aux fortunes occidentales ? Pareilles questions pourraient être multipliées, tellement le monde est noyé dans des injustices. Pourtant, rien n'est fait, avec suffisamment de sérieux pour résoudre ou tout au moins faire amende honorable face à ces crimes odieux.

L'histoire de la traite et de la colonisation, les horreurs qui les ont caractérisées sont passées sous silence. Dans le discours politique, ils ne sont évoqués que très sommairement ; dans les curricula scolaires, les siècles d'oppression coloniale sont occultés et l'on n'évoque la colonisation que l'espace de quelques années durant lesquelles les luttes émancipatrices s'organisèrent. Il en est de même des quatre siècles d'esclavage qui sont noyés dans les petits bouts d'histoire durant lesquels les luttes pour les droits civiques se sont mobilisées. L'on semble donc comme volontairement amnésique quand il s'agit de garder les yeux grands ouverts face aux razzias des villages africains à la quête d'esclaves, face à l'empilement telles des conserves, des nègres dans les cales de navires en direction du nouveau monde, face à la chaire déchirée, aux os broyés et aux nerfs brisés de ces « mauvais nègres » qui osaient réagir, face à cet holocauste nègre, face aussi à l'effacement des civilisations noires, au pillage de leurs ressources, à la désorganisation de leurs économies ; en un mot, face aux crimes -multiples- contre l'humanité [nègre].

C'est certes une amnésie bien réelle, mais elle est aujourd'hui impossible à maintenir car des langues se délient, des voix s'élèvent de plus en plus et s'expriment sans complexe. Ces voix accusent le monde, elles crient justice et parfois vengeance, en appelant à un racisme à rebours⁷. C'est tout le sens de ce qui se laisse aujourd'hui dire comme un « sentiment antifrçais ». Lequel sentiment doit être entendu comme une sensation, un malaise intérieur, le supposé développement d'un ressentit vis-à-vis de la France, qui occasionnerait de fait une certaine animosité envers tout ce qui lui est propre. C'est bien un malaise intérieur car en ce qui est de ce sentiment, il ne peut être que français et peut-être plus largement, occidental. Ce qu'il faut dire par là c'est que comme tout sentiment, il n'est pas forcément partagé entre celui qui le ressent et celui à qui il est destiné. Dans le cas d'espèce, c'est une catégorie d'observateurs contemporains majoritairement français et occidentaux, qui l'ont observé comme un signe des temps nouveaux qui se profilent. Pour l'Afrique, si sentiment antifrçais il y'a, il n'est en rien nouveau. Il trouve juste dans notre temps, un langage plus audible pour se dire. Sortant des seuls espaces scientifiques dans lesquels il restait confiné et des milieux où s'organisaient timidement les luttes émancipatrices, ce sentiment envahit aujourd'hui l'espace public africain et s'exprime sans complexe. Mieux, il se pose comme une rente sur laquelle des leaders s'appuient pour s'ancrer durablement dans le jeu politique local.

Le sentiment anti-français est sujet à de nombreux discours et récupérations qui participent de sa complexité. Au-delà de toutes ces considérations, il est tout au moins saisissable sur trois aspects. Le premier traduit une volonté d'émancipation vis-à-vis de la France et de rupture d'avec les logiques de domination et d'exploitation qui se sont construites tout au long de l'histoire. C'est un sentiment bien réel et somme toute, bien justifié, à la lumière de toutes les atrocités et crimes qui s'empilent sous les nombreuses couches de l'histoire de nos rencontres. On le retrouve contenu dans les analyses et critiques acerbes de nombreux intellectuels africains et africanistes, qui se forcent à l'objectivité, lorsqu'ils font œuvre de science du rapport de l'Afrique au monde. On l'a également retrouvé chez certains nationalistes qui ont nourri pour leur pays une passion grandissante, vouant leur vie à l'émancipation de leur patrie pour laquelle ils n'hésitèrent d'ailleurs pas à donner la grande et dernière mesure de dévouement. C'est le cas de Ruben Um Nyobé et d'Ernest Ouandjié au Cameroun, de Thomas Sankara au Burkina Faso, d'Abel Djassi (Amilcar Cabral) de Guinée Bissau et du Cap vert, sans oublier tous les autres fils et filles d'Afrique, qui vouèrent leur vie à l'anticolonialisme sous toutes ses formes. Ce

⁷ Par racisme à rebours, nous entendons une réponse par le racisme à toute situation de racisme
Bidime Epopa, C., & Oyono Ateba, M. P.

sentiment anti-français ne traduit pas une haine pour la France, mais une nécessité d'émancipation à son égard.

Il y a ensuite un sentiment antifrçais des colères. Celui qui s'exprime par des manifestations massives à Niamey, Ouagadougou, Port-Gentil, Bamako et dans nombre d'autres villes à travers le continent noir ; et qui prend des « proportions planétaires » lorsqu'il s'étale à coup de *tweets*, de *share*, de *like*, de flammes et de toutes ces formes d'expressions qui font sens sur la toile et ses nombreux médias⁸. C'est aussi celui des boutades contre des entreprises françaises et les références propres à ce pays ; et qui culmine avec des discours à l'emporte-pièce, l'escalade verbale et la fermeture des représentations diplomatiques comme ce fut le cas au Niger. C'est un sentiment anti-français de récupération et d'instrumentation. Il est plus émotif certes, mais il n'en est cependant pas moins « réel » dans ses motifs et ses aspirations, qui rejoignent bien le précédent. L'on peut cependant lui reprocher son caractère plastique, ses faiblesses internes qui le rendent malléable par des entrepreneurs politiques. Ce qu'il faut préciser c'est que les masses qui défilent et qui sont prêtes à « tout » pour « faire partir » la France, pour mettre un terme à l'opération Barkhane au Burkina-Faso par exemple, ne le sont pas forcément pour des motifs qui leur sont propres (bien qu'à l'analyse tout puisse leur être propre). Elles le font dans l'immédiat, en soutien à des leaders politiques comme c'est le cas au Niger, au Mali et au Burkina-Faso. Ces masses connaissent des problèmes et manifestent justement, dans une certaine mesure aussi, par-delà leur instrumentalisation, au motif de ces problèmes. Lesquels sont l'insécurité, la pauvreté, les inégalités et tous les maux qui travaillent les sociétés d'Afrique subsaharienne depuis déjà plus d'un demi-siècle. La sagesse des leaders qui les instrumentalisent pour les mettre à contribution dans la formation du sentiment anti-français, est d'établir, justement ou injustement, un lien direct entre ces maux et la présence française.

Il y a enfin un troisième niveau d'analyse à explorer : celui d'un sentiment anti-français imprégné de géopolitique, parfois nié à l'Afrique et porté comme une accusation aux puissances émergentes dont la Chine et la Russie, qui viennent sur le continent noir créer des déviations et parfois rompre quasiment avec les lignes de solidarité anciennes. Le fait en est qu'en Afrique durant ces dernières années, quand on parle d'une manifestation antifrçaise, du retrait des troupes françaises des bases militaires, de la fin des opérations militaires ou même de la fermeture des ambassades, la Chine et/ou la Russie ne sont souvent jamais bien loin. Le groupe Wagner, présenté *a priori* comme une entreprise russe qui manufacture la sécurité à l'échelle du monde, s'est implanté dans nombre des « espaces vides » laissés par la France. Aussi s'est-il affirmé comme principale force d'appui étrangère aux armées malienne, centrafricaine, et on le retrouve de plus en plus au Burkina-Faso et dans nombre d'autres territoires africains. La Chine, elle, est plus active sur le terrain économique et sa présence africaine n'est pas moins remarquée que celle de la Russie et son groupe Wagner sur le terrain militaire. Cette présence russe et chinoise semble répondre à la nécessité de combler les espaces qui se vident de plus en plus et surtout, elle trouve sens dans l'affirmation autant de la Chine que de la Russie, comme des modèles à suivre pour les suds en général.

2. L'axe Chine-Russie comme modèle

Selon le dessein colonial, le formatage de l'Afrique, tel que présenté plus haut, s'est fait suivant le modèle occidental en général. Les structures économiques, politiques, culturelles et spirituelles africaines

⁸ Lesquels médias sont Facebook, Snaptchat, X, WhatsApp, Instagram...
Bidime Epopa, C., & Oyono Ateba, M. P.

ont été entièrement déconstruites et articulées aux sociétés occidentales. De fait, la société moderne européenne s'est longtemps posée comme modèle de société pour les espaces d'Afrique « devenus » vierges par la force coloniale et dès lors, remis en construction. Tout était fait comme si l'horizon de l'Afrique était l'Europe et ses succès, qui restent d'ailleurs très éloquent pour elle à travers l'histoire. La démocratie à l'occidentale était posée sans contestation véritable, comme l'idéal de gestion des sociétés d'humains. Le libre marché, la libre propriété et plus globalement, le capitalisme dans son entièreté, était présenté comme aboutissement ultime des sociétés dans leur processus de rationalisation, posé comme pré condition à toute évolution véritable (M. Weber, 1991). Le fardeau de l'Occident était alors de guider ces « sociétés arriérées » vers les lumières ultimes de la raison. Aussi l'Occident a-t-il organisé le développement dans les suds, à coup d'aides, de financements, d'accords de coopérations, d'accord de défense et sécuritaire, de manœuvres posées *a priori* comme à valeur de progrès. Pourtant, l'Afrique reste à la traine, plongée dans une crise qui ne cesse de s'aggraver. Crise du développement africain, crise de modèle surtout, qui se caractérise par une volonté de rupture, de renoncement aux anciennes logiques et d'aventures neuves. Et comme mentionné précédemment, depuis quelques années, quand on parle du déni de l'Occident en Afrique, la Chine et la Russie ne sont jamais loin. Tandis que la Chine se pose pour le continent noir comme un modèle de progrès économique, la Russie, elle, endosse de plus en plus la figure de résistance à l'hégémonie occidentale.

2.1 La Chine comme modèle d'économie auto-construite

L'économie chinoise aujourd'hui est « sur le toit du monde ». Pourtant, jusqu'à au moins la seconde moitié du XXe siècle, la Chine était encore un pays en faillite, livré à de multiples crises internes qui occasionnent son morcellement en des zones d'influences entre les puissances étrangères qui se partagent son territoire et lui imposent des traités inégaux. Jusqu'en 1997 par exemple, Hong Kong fut une zone d'influence britannique et à nos jours encore, l'empire du milieu reste en quête de son unité qui demeure incomplète à cause des velléités de rupture taiwanaises. Le « miracle chinois » est d'autant plus loquace qu'en à peine un demi-siècle, la Chine a surclassé presque toutes les puissances mondiales en réussissant à se hisser à la seconde place des économies de la planète. Ce progrès fulgurant, la Chine ne le doit qu'à elle-même. À la proclamation de la République Populaire de Chine en 1949, l'empire du milieu est de loin l'un des pays les plus pauvres au monde (M. Aglietta & Guo Bai, 2012, p. 106) ; ceci non sans grand changement jusqu'au détour des années 1980. En effet, entre 1949 et 1976, le pays connaît une relative stabilité certes et un recul de la pauvreté chronique dans les villes principalement, avec des politiques volontaristes initiées par le pouvoir ; mais ces politiques peinent à être efficaces sur la durée. Dans un contexte de guerre froide, l'option prise par Mao d'organiser son pouvoir autour et à l'intérieur d'un parti communiste marque de fait son appartenance idéologique bien que parfois contestée ; et l'oblige à un isolement économique qui lui offre pour seuls partenaires les États comme l'URSS, la Corée du Nord ou encore le Vietnam. Aussi, que ce soit le Grand bond en avant, ou encore la révolution culturelle, ces initiatives fort bien poétiques, n'auront permis que de maigres avancées au demeurant réversibles. Ainsi par exemple, entre 1959 et 1962, non seulement la Chine connaît un épisode de famine massive qui causera la mort de 20 à 40 millions de personnes, mais le pays passe non loin d'une guerre civile dans un contexte de désorganisation économique quasi générale, jusqu'à vers 1980. Depuis lors, la Chine a connu une percée vertigineuse. De vaste pays aussi bien en termes de démographie que de superficie, travaillé par la pauvreté, gangrené par l'instabilité politique, bondé de gros villages où s'amassaient des millions de Chinois mourant presque de faim, l'empire du milieu a entamé avec Deng Xiaoping et les politiques économiques hybrides de socialisme de marché qu'il a

initiées, une progression qui est demeurée presque rectiligne. Dans un juste dosage, la Chine a su mêler les préceptes autoritaristes de contrôle et de régulation des circuits économiques propres aux sociétés communistes, avec quelques logiques singulières au libre marché comme une libéralisation limitée du marché intérieur et une ouverture graduelle aux investissements internationaux (P. Golup, 2019). Aussi la Chine a-t-elle connu une industrialisation massive et s'est posée progressivement comme leader dans de nombreux domaines sur lesquels il n'est plus nécessaire de revenir.

L'épopée chinoise est bien trop grande pour faire l'objet d'un discours exhaustif en si peu de mots. Ce bref panorama renseigne cependant à suffisance sur le progrès de la Chine et permet d'envisager de manière plus sereine, les perceptions qui se construisent en Afrique autour d'elle, posée comme « modèle incontestable » de développement. Pour comprendre ces considérations, il faut analyser d'une part, les motifs qui amènent les Africains à se détourner de leurs anciens partenaires et d'autre part, montrer en quoi, eu-égard aux observations précédentes, la Chine se pose comme nouveau modèle de développement pour l'Afrique.

Disons dans un sens que l'Afrique s'éloigne des anciens modèles dont la France, du fait de l'échec de « son développement ». En effet, depuis les indépendances, les anciennes puissances coloniales au rang desquelles la France, ont pris sur elles, avec plus ou moins de sincérité, la charge du développement des sociétés africaines. Mieux, si l'on se laisse un court instant convaincre, ne serait-ce que pour la forme, par les motifs de la colonisation mobilisés par les colons eux-mêmes, l'on peut dire sans grand risque de se fourvoyer que l'idée de la colonisation était d'apporter en Afrique le modèle de société occidentale. Or, l'on est bien en droit de constater, bientôt près d'un siècle après les indépendances proclamées, que les sociétés africaines restent frappées d'un malaise développemental profond. La pauvreté est devenue une réalité banalisée, les inégalités sociales sont obscènes et frisent la provocation, le chômage reste à un niveau calamiteux, des maladies déciment toujours les terres africaines et les changements climatiques viennent encore accentuer tous ces malaises. Pourtant, l'on a dit financer le développement de l'Afrique à coup de milliards de fonds, de projets à n'en plus finir, d'assistances en tout genre au point de développer une mentalité d'assistanat. Malgré tout cela, le continent noir reste « pauvre ». Parmi les motifs avancés pour justifier cette obstination dans le retard, il y a une part de responsabilité africaine qui ne peut être niée et qui est d'ailleurs abondamment développée par certains travaux dont l'un des plus pertinents reste celui d'Axel Kabou (1991). Mais l'on ne peut non plus nier la faillite de ce modèle de développement porté par les puissances occidentales dont la France. Encore qu'il soit reproché à ces puissances leur duplicité dans l'entrepreneuriat pour le développement de l'Afrique car, la condition arriérée du continent noir participerait de l'aisance des puissances occidentales. Dans sa condition, l'Afrique serait plus rentable pour les sociétés les plus avancées en ce qu'elle continue d'être la source des matières premières bon marché, le débouché idéal où l'on a le contrôle sur tous les cours et la décharge désignée où l'Occident peut aisément différer son excédent de civilisation.

Dans son éveil, l'Afrique se rend compte de cet état de fait et réalise que finalement, son développement peut se faire non pas forcément sans, mais très certainement aussi en dehors du giron occidental, suivant le modèle chinois par exemple. Disons donc dans un autre sens que la Chine se pose comme nouveau modèle de développement pour l'Afrique du fait tout d'abord de ce qu'elle a pu d'elle-même se développer ; et aussi de cette capacité qu'elle a eu à ne pas se laisser phagocyter par les valeurs occidentales, mais à en prendre possession et à les mettre au service de ses projections propres.

3.2 Les langages africains de la Russie : un modèle de résistance aux hégémonies occidentales ?

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la planète tout entière a basculé dans un nouvel ordre. Les États Unis d'Amérique (USA), qui se sont définitivement affirmés comme la superpuissance planétaire, ont progressivement abandonné la doctrine Monroe en se posant désormais comme principal axe de puissance planétaire. Les « vieilles puissances » européennes, alors en plein déclin fort des lourdes conséquences des guerres sempiternelles qu'elles se sont livrées depuis au moins le XIX^e siècle, se sont soumises sans véritable résistance à l'hégémon américain qui leur assurait une protection économique par le biais du plan Marshall qui se mit en branle, et une protection militaire au sein d'une organisation collective de défense qui n'était en réalité qu'un appendice du Pentagone : l'OTAN. L'hégémonie américaine, bien qu'acceptée volontairement ou non par la plupart des puissances d'alors, s'est toutefois heurtée à l'orgueil d'un groupe d'États, qui choisirent de suivre une destinée singulière à celle que leur offrait les USA. L'Union des Républiques Socialistes et Soviétique (URSS) choisit non seulement de refuser le plan Marshall qui leur était proposé pour leur reconstruction post guerre, mais aussi de préserver un modèle d'idéologie qui se présentait *a priori*, comme une contradiction des préceptes dont la puissance américaine était porteuse. Le monde s'organisa donc autour de cette contradiction pendant près d'un demi-siècle, jusqu'à ce qu'à l'entame des années 1990, « l'histoire prenne fin » (F. Fukuyama, 1992) et que l'URSS se fragmente en plusieurs États indépendants.

Cette fragmentation supposait *a priori* la victoire du bloc capitaliste américain sur le bloc soviétique, suivant la logique contradictoire qui a émaillé les années de guerre froide. Mais elle ne signifiait aucunement la disparition de l'esprit socialiste soviétique, forgé dans la contradiction d'avec la civilisation capitaliste occidentale. L'effondrement de l'URSS inaugura la naissance de la Fédération de Russie, qui s'est affirmée comme le véritable noyau dur de cet esprit socialiste soviétique évoqué ci-haut. Aussi, sur la scène internationale, la Russie s'est posée comme étant d'elle-même et de tous ses satellites, l'antithèse de l'Occident. Quels que puissent être les axes d'analyse, les allégeances idéologiques, les appartenances civilisationnelles ou les sensibilités politiques, il y a tout au moins une certitude qui se passe de toute appréhension subjective : cette opposition traduit une résistance réelle, que l'on se situe d'un côté comme de l'autre des tranchées idéologiques qui séparent la Russie de l'Occident. C'est dire donc que cette idée de résistance n'est pas du seul apanage de la Russie. Elle peut aussi se dire et ce justement, d'un point de vue occidental ; car il faut le reconnaître, la Russie elle-même est une puissance hégémonique, autant que le sont la France et les autres. Autant elle résiste à l'hégémonie occidentale, autant elle est elle-même mue par des appétits de puissances qui sont caractéristiques de toutes sociétés de son rang. Toutefois, c'est bien cette résistance perçue dans un langage russe, qui se pose comme un modèle pour les sociétés qui en Afrique, se sentent asphyxiées sous le poids massif de cette occidentalisation progressive du monde, faussement décrite comme universalisme.

Le discours de la Russie parle donc bien un langage africain lorsqu'il présente l'Occident comme une civilisation décadente. En fustigeant les pratiques comme le mariage pour tous ou l'homosexualité en des termes plus triviaux, la Russie trouve un écho favorable dans les sociétés traditionnalistes africaines où de telles « ouvertures » s'inscrivent dans l'ordre de « l'abomination ». En défendant un modèle de gouvernance politique taillé à la mesure de chaque peuple et de ses aspirations propres, à contrecourant de l'Occident qui pose « ses » préceptes de démocratie comme d'un universalisme « indiscutable », la Russie trouve aussi en Afrique noire un terrain fertile, là où les subtilités du pouvoir oscillent entre autoritarisme assumé et démocratie souveraine. En défendant un modèle du tout-État et d'État-civilisation, la Russie « parle bien africain », là où les peuples semblent de plus en plus

réapprendre leurs valeurs perdues et noyées dans des siècles de domination coloniale, et que l'on résiste aux frictions ethno-tribales jusqu'ici très tenaces. En apportant aux Africains un soutien sans condition, un appui militaire relativement efficace mais surtout « détaché », une assistance dans la fabrique sécuritaire locale sans au préalable exiger de l'Afrique des garanties d'allégeance (*a priori*) et des ouvertures quelconques, la Russie offre de fait au continent noir la possibilité d'être assisté sans être aliéné. Le choix du groupe Wagner en RCA depuis au moins 2018 au détriment des troupes françaises de l'opération Sangaris mises en départ vers fin 2022, s'inscrit dans cette logique. La Russie n'est certainement pas une puissance vertueuse et exempte de tout reproche, mais elle semble tracer une voie sur laquelle s'engagent de plus en plus d'Africains. Ceci justement, parce qu'elle sait en ce nouveau temps du monde, « parler africain ».

3. Remarques conclusives : Le nécessaire rapport de l'Afrique au monde et ses exigences de dignité

Comme nous l'avons présenté tout au long de cette réflexion, il y a entre l'Occident, l'Europe, la France et l'Afrique, un contentieux historique non résolu. Ce contentieux déchaîne de plus en plus les passions et se pose au fondement même de l'éloignement réel du continent noir avec certaines parts du monde, dont l'exemple de la France et de la plupart des anciennes puissances coloniales reste le plus récent. Sur le cas typique de la France, cet éloignement est bien le fait d'un épuisement des rapports franco-africains, croisés à « l'irruption » sur le continent noir, de nouvelles possibilités d'ouverture et d'être au monde, que sont les puissances telles que la Chine et la Russie. Il faut dire somme toute, que ces ouvertures sont de l'ordre de la nécessité en ce qu'elles représentent pour l'Afrique, autant d'opportunités d'enrichissement. Toutefois, et il faut le relever sans aucune passion et par-delà toute la critique que l'on peut porter au rapport France-Afrique, celui-ci ne saurait s'envisager autrement que comme un « impératif ». En toute objectivité, ni la France aujourd'hui, ni même les Afriques francophones tout au moins, ne peuvent se projeter durablement en dehors des lieux de rencontre franco-africains. Cependant, l'histoire commune de la France et de l'Afrique a atteint un bel âge et pose aujourd'hui de nombreuses exigences de dignité en dehors desquelles le rapport France-Afrique ne saurait [plus] s'articuler.

Sur les lieux de rencontre franco-africains, ce qu'il faut dire c'est que la France et l'Afrique partagent des siècles entiers d'histoire commune. C'est une épaisse couche de rencontres qui ne sauraient aucunement être balayées d'un revers de la main. Parmi ces lieux de rencontre, nous avons la langue et donc la culture dont elle est le véhicule, et aussi l'histoire comme mémoire collective, sur laquelle nous pouvons particulièrement insister. En effet, par la force de l'histoire, les Africains sont devenus des héritiers de la langue et de la culture françaises, au moins au même titre que les Français eux-mêmes. Désormais, le parler et l'agir français s'inscrivent comme une part consciente et dynamique de notre patrimoine identitaire, que nous ne pouvons nier. D'un point de vue purement démographique, l'Afrique se pose comme le principal berceau de la langue française. Sur les 321 millions de locuteurs français que l'on comptait dans le monde en 2022, un peu plus de 62% d'entre eux sont d'Afrique, selon les statistiques de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Quant aux rencontres franco-africaines, elles sont figées, finies et définitivement inscrites dans le temps. Il reste cependant que le temps seul n'est qu'un maître perfide qui transforme la tragédie en comédie, qui travestit la magie en science et nous dévore. Sujet à toutes sortes de corrosions et de déformations, il doit [toujours] être poli par l'Histoire : science « bien heureuse » qui seule, lui donne sens et lui rend sa noblesse. Aux temps de nos rencontres, doit donc s'articuler un récit, une Histoire destinée à dire nos cheminements, nos

errances, nos échecs et nos succès collectifs. Miroir qui nous rend toute fraîche et neutre l'image de nous-même, celle qui ne porte aucune marque de jugement et qui doit être conservée comme une part inaltérable et désormais inatteignable de notre être commun.

En ce qui est des « nouvelles » exigences de dignité du rapport de la France à l'Afrique, il faut dire sans détour qu'il n'est désormais plus question pour les africains de « subir le temps » par faiblesse ou par dépit. L'Afrique se présente au monde comme « puissance » consciente d'elle-même et la France doit absolument s'en rendre compte. Elle doit le faire d'elle-même ou les africains lui rappelleront ses obligations de respect. Il est donc révolu le temps des invectives condescendantes, des fourberies et ruses dans la pratique diplomatique, des instrumentations de toutes ou parties des forces agissantes dans le jeu politique local, du dirigisme et de l'accentuation de la dépendance par des pratiques économiques serviles. Il est révolu le temps du « Franc des Colonies Françaises d'Afrique » (FCFA) qui doit se réinventer, ne serait-ce que du point de vue nominal. Sa seule désignation et les logiques qui l'encadrent, sont devenues un outrage à la liberté même des Africains. La France doit se rendre à l'évidence de ce que Mamadou et Bineta ont bien grandi. Désormais, l'idée de *pater familias* qui semblait guider ses actions en Afrique est une insulte à ces sociétés qui bouillonnent d'une envie de grandeur irrépréhensible.

L'ère des destinées singulières est certes révolue, mais la perspective chinoise et russe doit rappeler à la France, qui s'est trop longtemps posée comme en terre conquise sur le sol africain, que l'Afrique a d'autres horizons vers lesquels elle est susceptible de se tourner. Sur la question des valeurs et de l'universalisme, la France comme les autres puissances occidentales majoritairement, doit prendre la mesure de ce qu'il est une mise à contribution de toutes les différences de l'humain dans sa globalité ; et aucunement une imposition. Or, le constat fait est que les richesses culturelles africaines dans cette rencontre des mondes, se sont vues majoritairement « rejetées » et mises en marge, plutôt en périphérie des langages universels de l'humain. Cela a été la construction de l'exotisme qui traduit substantiellement une sympathie construite sur l'Afrique sans qu'elle ne traduise le respect qui est dû à toute civilisation dans les dynamiques-monde de rencontre. Au demeurant, d'un point de vue politique, économique et diplomatique, il faudrait que la France autant que l'Afrique puissent arriver à un niveau de rapport aussi décomplexé que celui de la Grande Bretagne aux USA, du Portugal au Brésil ou encore de l'Espagne au Mexique.

Références bibliographiques

- Aglietta, Michel, & Guo Bai (2012), *La voie chinoise: Capitalisme et Empire*, Paris, Odile Jacob.
- Amin, Samir (1973), *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Ed. de Minuit.
- Badié, David Bertrand, & Smouts, Marie-Claude (1992), *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques & Dalloz.
- Bayart, Jean-François (1993), « La politique africaine de la France : de Charybde en Scylla ? » *Politique africaine*, n°49, p.133-136.
- Bidime Epopa, Charles (2023). « Essai d'étude du phénomène des conflits armés en Afrique, esquisse de solutions pour une paix durable: regard historique de la conflictualité dans les sociétés africaines à partir de l'exemple camerounais (1960-2016) », Thèse de Doctorat PhD en Histoire, Université de Yaoundé I.
- Boniface, Pascal (2023), « La France en Afrique : un déclin relatif ? Comprendre le monde-Chroniques Géopo », *Institut des Relations Internationales et Stratégiques*, en ligne, à <https://www.pascalboniface.com/2023/03/07/la-france-en-afrique-un-declin-relatif/>, consulté le 25 mai 2025.
- Domergue, Manuel ; Deltombe, Thomas, & Jacob, Tatsitsa (2016), *La guerre du Cameroun: l'invention de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte.
- Bidime Epopa, C., & Oyono Ateba, M. P.

- Fanon, Frantz (1952), *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil.
- Fukuyama, Francis (1992), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.
- Gabet, Alain, et Jahan, Sébastien (2023), « La Françafrique, un néocolonialisme français », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°157, p.13-21.
- Golup, Philip (2019), « Entre les Etats-Unis et la Chine, une guerre moins commerciale que géopolitique », *Le Monde Diplomatique*, n°787, p.8-9.
- Gounin, Yves (2011), « La France en Afrique: entre Charybde et Scylla », *AFRI*, vol.XII, en ligne, à <https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/03/23- Article Gounin.pdf>, consulté le 25 mai 2025.
- Grimal, Henri (1985), *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Bruxelles, Ed Complexes.
- Kabou, Axelle (1991), *Et si l'Afrique refusait le développement?*, Paris, l'Harmattan.
- Kane, Cheikh Hamidou (1961), *L'aventure ambiguë*, Paris, Julliard.
- OIF, (2022), *La langue française dans le monde*, en ligne, à <https://www.francophonie.org/la-langue-francaise-dans-le-monde-305>, consulté le 25 mai 2025.
- Prebisch, Raúl, (1949), *El desarrollo economico de la América Latina y algunos de sus principales problemas*, Santiago de Chile, CEPAL.
- Smith, Stephen, et Glaser, Antoine (1992), *Ces messieurs Afrique: le Paris-village du continent noir*, Paris, Calman-Lévy.
- Weber, Max (1991), *Histoire économique : esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard.
- Weil, Simone (1955), *Oppression et liberté*, Paris, Gallimard.

Notice biographique

BIDIME EPOPA Charles est un chercheur camerounais spécialiste des questions de conflits armés, de démocratie, de paix et de sécurité. Il est titulaire d'un Doctorat PhD en Histoire politique et des relations internationales, soutenu à l'Université de Yaoundé I au Cameroun. Membre de la Société Camerounaise d'Histoire (SCH), de l'American Political Sciences Association (APSA) et chercheur associé au sein de l'Observatoire des impacts Psychologiques des Conflits Armés et Violences Intergroupes (Pscavi), il est auteur de plusieurs publications scientifiques parmi lesquelles : (1) « La question ethno-identitaire au Cameroun : Quel modèle d'État-nation dans un paysage ethnique bigarré ? » in M.E. Owona Nguini et E. VII Mballa Elanga (dir.), *Le fédéralisme communautaire est-il soluble dans la République du Cameroun ? Représentations, Énonciations, Mobilisations et Projections*, Douala, Éditions Pygmies, 2023, pp.175-192 ; (2) « État-failli et symétrisation des menaces dites asymétriques en Afrique : Une analyse de la sanctuarisation des espaces-états d'Afrique subsaharienne par des groupes armés et terroristes », in P. Batibonak et S. Batibonak (sous la dir.), *Gouvernementalité, territorialité et statolité africaines en crise : Endoscopie de la fragilité stato-gouvernementale en Afrique*, Coll. « Histoire des Peuples & Culture », Série Politique, Yaoundé, Éditions Monanges, 2023, pp.295-310 ; et bien d'autres.

OYONO ATEBA Merrill Paul est Docteur en Histoire des Relations Internationales. Auteur de plusieurs articles scientifiques, il s'intéresse aux questions de trafic d'armes et d'Histoire militaire.

This is an open-access article licensed under the terms of a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.



Copyright 2026 © APÉSA